

# L'ÉVEIL

## de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

**Préparatifs du Hadj 2014 au Togo :**  
Des kits de voyage offerts par Togo Cellulaire aux 1650 pèlerins en partance pour l'Arabie Saoudite



P.6

### UEMOA/Conférence internationale des Investisseurs à Dubaï :

# Faure Gnassingbé signe pour l'autoroute Lomé-Cinkanssé



Les Présidents des pays de l'UEMOA et les Officiels des Emirats. On reconnaît le Président Faure (2è de la dte vers la g)

**LA CEET ENGAGEE POUR LA MODERNISATION DU TOGO :**  
Le DG Djétéli dévoile les actions stratégiques de consolidation du développement énergétique



Le DG Djétéli (au fond de la table) face à la presse

**Processus électoral/CENI:**  
L'élection des membres bloquée à cause des mésententes au sein de l'opposition

**Interview Adji Otèth Ayassor :**  
"Il est question de dédoubler l'actuelle route Lomé-Cinkassé pour en faire une autoroute"



Signature du contrat par le Ministre Ayassor

**FOOTBALL TOGOLAIS :**  
Où se situe exactement le problème ?

**Interview de Constantin Amouzou, PDG de CECO GROUP :**



Amouzou Constantin

**"...Une autoroute qui traverse un pays (...), c'est pour desservir les populations de toute la sous-région"**

**Démocratie au Togo et en France :**

**Jean KISSI se mue en constitutionnaliste**

**Rétroactivité d'une loi constitutionnelle:**

**Le Pr Dodzi KOKOROKO renvoie les politicards à leurs études**



Pr Dodzi Kokoroko

# TOGO CELLULAIRE

## Encore une pluie de cadeaux



PACK E1282  
7 500 F



PACK MODEM  
GPRS/EDGE/3G  
15 000 F



PACK 3G F100  
30 000 F



PACK BLACKBERRY  
GEMINI 8520  
79 000 F



PACK PC  
PORTABLE 3G  
325 000 F



FORFAIT

1 JOUR	500 F
7 JOURS	3 000 F
30 JOURS	10 000 F

**Spéciale promo**  
Du 1er Juillet au 31 Août 2014

### Réactivation gratuite

Réactivez gratuitement votre numéro en rechargeant simplement votre compte.

### Bonus Appels et SMS

Gagnez gratuitement 5 SMS et jusqu'à 10 minutes de communication sur chaque rechargement de crédit !!!!!



LE LEADER

service client 888

[www.facebook.com/Togocel](http://www.facebook.com/Togocel)

[www.twitter.com/togocel](http://www.twitter.com/togocel)

[www.togocel.tg](http://www.togocel.tg)

certifié ISO 9001 : 2008



UEMOA/Conférence internationale des Investisseurs à Dubaï :

Faure Gnassingbé signe pour l'autoroute Lomé-Cinkanssé

Dans son ouvrage intitulé *ma vision, l'Emir de Dubaï, Cheik Mohamed Bin Rachid Al Maktoum, écrivait : " aucun Etat au monde, aussi puissant soit-il ne peut se déclarer auto-suffisant sur tous les aspects ". Les Présidents de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, conscients de cette phrase qui demeure une vérité de tous les temps ont compris que les multiples ressources inexploitées de leurs zones nécessitent des investissements sérieux, raison pour laquelle une conférence Internationale des investisseurs dénommée " investir dans l'UEMOA " a été organisée le 9 Septembre dernier à Dubaï dans la grande ville hautement économique et singulièrement touristique.*

Niger, Macky Sall du Sénégal et Faure Gnassingbé du Togo), le Président de l'Assemblée nationale de la Guinée Bissau, Cipriano Kassama et le Ministre du Commerce du Mali, a connu la présence effective de Cheik Mohamed Bin Rachid Al Maktoum, Vice-Président et Premier Ministre des Emirats Arabes Unis, Emir de Dubaï.

Le but poursuivi par les premiers responsables des pays de l'UEMOA en effectuant le voyage vers cette destination était de lever des fonds estimés à 10 759 milliards de fcfa soit une bagatelle de 21,519 milliards de dollars, pour réaliser 17 projets intégrateurs, pourvoyeurs d'emploi et créateurs de richesse. Au



Les Présidents des pays de l'UEMOA et les Officiels des Emirats

situation économique de l'UEMOA et a expliqué en quoi investir dans ces différents pays de l'Union est un partenariat bénéfique pour toutes les parties.

Les pays de l'UEMOA jouissent d'une stabilité, un des atouts majeurs pour les investissements, a martelé M. Soumaré. Ensuite selon lui, depuis un certain nombre d'années, des indices de développement sont perceptibles dans cette partie de l'Afrique et une petite dose d'accompagnement suffirait pour rendre plus concret et palpable ce développement. Il a, pour cela, affirmé sans aucun risque d'être contredit qu'on note une nette augmentation du taux de croissance au niveau des différents pays de l'Union, un taux d'investissement qui ne cesse d'évoluer, une chute drastique du taux d'inflation ; ce qui est une assurance pour les investissements surtout privés, l'allègement de la dette des pays, le déficit budgétaire ramené à 4%, autant d'éléments qui, à ses yeux, sont propices à l'investissement.

Le Président de la Commission de l'UEMOA n'est pas allé du dos de la cuillère pour présenter les différentes richesses du sol et du sous-sol des pays ayant en partage le franc CFA.

Le Président béninois Yayi Boni, Président en exercice de l'Union a salué l'hospitalité du peuple de Dubaï et la présence massive des différents investisseurs internationaux qui ont répondu à l'appel lancé par l'UEMOA. Il a refait l'historique de la création de l'UEMOA dont le point de départ reste la prise de

conscience collective des Etats qui ont, à un moment donné de leur parcours, reconnu que la voix d'un seul homme reste désormais inaudible et il fallait que les pays qui ont en partage ce franc mettent leurs efforts en commun.

Les Emirats Arabe- Unis qui attachent du prix à cette conférence ont dépêché leur Ministre d'Etat, Mme Reem Ebrahim Al Hashini qui, dans son allocution a reconnu que le " 21ème siècle est celui de l'Afrique et à Dubaï, tout le monde s'accorde sur ce principe ". Elle a rassuré les Chefs d'Etat de l'UEMOA en ce qui concer-

seurs lors de la pause ont permis de lever 19 milliards de dollars pour 16 des 17 projets identifiés.

Une partie du rêve de Faure Gnassingbé réalisée

Le Président Togolais dont le rêve pour un Togo moderne est devenu quasi une obsession a pu signer un contrat d'investissement pour réaliser l'autoroute Lomé- Cinkanssé- frontière Burkina pour un montant total de plus de mille milliards de nos francs sur une distance qui avoisine les 700 km, un projet qui lui tient à cœur et qui est inscrit en ligne de mire des 20 axes prioritaires de sa gouvernance.

Outre cela, le Togo bénéficie également d'un financement pour l'aménagement de plusieurs hectares de bas-fonds et un autre pour l'aménagement multi-usage pour la sécurité (eau domestique, agriculture familiale et pastorale) dans les Etats Membres de l'UEMOA.

La principale question des investisseurs qui revenait de façon récurrente est la sécurisation des investissements. A cette épineuse question, le Président de la BOAD, Christian Adovelande, qui parlait au nom des Chefs des Etats de l'Union a rassuré



Les Chefs d'Etat africains faisant leur entrée dans la salle de réunion

Les Chefs d'Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine au premier rang desquels se trouvait le Président Togolais, Faure Gnassingbé, étaient en opération de charme au luxueux Madinat Jumeirah Beach Hôtel de Dubaï pour séduire les investisseurs à venir " investir dans l'UEMOA ".

Organisée de main de Maître par la Commission de l'UEMOA avec à sa tête, Cheik Hadjibou Soumaré, appuyé par le cabinet Global Financial Capital Limited (GFCL), la BOAD et la BCEAO, cette conférence à laquelle participaient six Chefs d'Etats (Yayi Boni du Bénin, Blaise Compaoré du Burkina Faso, Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Mahamadou Issifou du

titre donc de ces projets, on peut citer la construction d'infrastructures, l'extension et la réhabilitation du réseau ferroviaire, l'extension et le renforcement du réseau électrique, la sécurité alimentaire et la maîtrise de l'eau etc.

Les Chefs des Etats de l'Union, qui se sont personnellement et fortement impliqués, ont été présents dans la grande salle de plénière tout au long des travaux pour apporter des éclaircissements aux zones d'ombres qui pourraient éventuellement surgir après la projection du documentaire qui, à lui seul vante les atouts et les potentialités des pays de l'UEMOA.

En ouverture, le Président de la Commission de l'UEMOA, Cheik Hadjibou Soumaré, a présenté la



Le Président Faure Gnassingbé

ne l'accompagnement que les Emirats peuvent apporter à l'UEMOA dans le cadre des investissements.

Les différentes discussions B to B entre les Présidents et les investis-

les uns et les autres sur les différentes dispositions présentées par les Etats pour, non seulement faciliter les investissements, mais aussi et surtout, pour améliorer le climat des affaires dont l'épine dorsale est la sécurisation justement de ces investissements. En effet, au niveau des Etats, on peut citer les réformes sur le foncier, la modernisation des appareils judiciaires, etc.

La conférence Internationale des investisseurs de Dubaï s'est achevée avec la signature des contrats d'investissement par les Ministres de l'Economie des Etats et le mot de remerciement de Dr Thomas Boni Yayi qui a adressé ses félicitations au travail abattu par la commission de l'UEMOA et donné au nom de ses pairs des garanties aux différents investisseurs en ce qui concerne la sécurité de leurs investissements.

Le Chef de l'Etat était accompagné dans ce voyage du Ministre de l'Economie et des Finances, Adji Oteth Ayassor, du Ministre Djossou Semondji, de l'honorable Bakali Lobaté Kolani et des opérateurs économiques etc.

Sam Djobo, envoyé spécial à Dubaï

BAPTÊME DE FEU POUR L'AMBASSADEUR OURO-SAMA MOHAMED SAAD

Nommé il y a près de six mois pour représenter le Togo auprès du Koweït avec extension de sa mission dans les Emirats Arabes Unis et pays voisins, l'Ambassadeur Ouro- Sama Mohamed Saad a eu son baptême de feu le 9 Septembre dernier, dans le cadre de l'organisation et la tenue de conférence internationale des investisseurs tenue à Dubaï, une zone dont il assure également la représentation pour son pays.

La diplomatie togolaise sous l'impulsion de Faure Gnassingbé inscrite dans une dynamique offensive est permanentement à la recherche des investisseurs de renom pour le pays. Ne voulant donc pas déroger à la règle ou ramer à contre courant de la volonté du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, Ouro-Sama Mohamed



L'Ambassadeur Ouro-Sama Saad (g) échangeant avec le PDG de Etisalat (milieu)

Saad a bien mis les petits plats dans les grands.

Les différentes séances B to B

auxquelles ont eu droit les officiels togolais ont été préparées par ses soins. Les audiences de haut niveau

accordées également par le Président Togolais ont été organisées par l'Ambassadeur et son staff présent dans la zone du Koweït et des Emirats Arabes Unis.

Tout faire pour être à la hauteur de la mission à lui assignée semblait être la première préoccupation de l'ambassadeur Ouro- Sama qui a fait preuve de disponibilité incroyable pour la délégation officielle venue du Togo.

La zone d'intervention faisant partie des nouvelles ouvertures que s'offre le monde, l'Ambassadeur Ouro-Sama saura mettre en branle ses qualités de diplomate doublées d'homme connaissant le monde des affaires pour attirer vers notre cher Togo le maximum d'investisseurs basés dans sa zone d'intervention.

**Rétroactivité d'une loi constitutionnelle:**

**Le Pr Dodzi KOKOROKO renvoie les politicards togolais à leurs études**

Depuis que le président Faure a entrepris de faire des réformes constitutionnelles en faisant engager des discussions entre les partis parlementaires et, en envoyant un projet de loi à l'Assemblée nationale pour adoption, l'opposition a maladroitement fait monter les enchères en réclamant à tue-tête que les réformes devront avoir un effet rétroactif et donc s'appliqueront aux mandats passés de Faure Gnassingbé.



Prof Dodzi Kokoroko

Comme quoi, faites un cadeau de votre petit doigt à quelqu'un, il le prend en coupant votre bras.

Malheureusement, cette station a conduit l'Assemblée nationale souveraine à rejeter, à une majorité écrasante, le projet de loi de réformes du gouvernement.

Depuis lors, rien que des supputations et les leaders de l'opposition, certains se targuant juristes, continuent à réclamer un effet rétroactif des réformes à venir.

Voilà l'image des politiciens qui réclament le beurre avant même d'avoir eu le pain. Situation que, des politiques et juristes constitutionnalistes ont regrettée, en indiquant que de façon

générale, il n'y a pas de rétroactivité de la loi constitutionnelle.

Dernièrement, c'est le Professeur agrégé des universités, Vice-Doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Lomé, Dodzi KOKOROKO qui est intervenu chez deux de nos confrères pour faire comprendre raison à ceux qui prennent leurs rêves ou illusions pour vérités.

" Scientifiquement, la rétroactivité de la loi constitutionnelle brandie par une partie de l'opposition ne tient pas debout. Sauf m'apporter des argu-

ments contraires solidaires ", a lancé le Pr. KOKOROKO.

Pour lui, " la non rétroactivité est la règle, et la rétroactivité, l'exception. Laquelle exception doit être nécessairement prévue par les textes. Or, Faure E. Gnassingbé est élu sous l'empire de la Constitution modifiée de 2002 supprimant la limitation de mandat. Comment expliquer alors la fameuse rétroactivité revendiquée et proclamée par une partie de l'opposition ? Au surplus, l'on évoquera l'immédiateté de la réforme, mais elle ne saura être rétroactive car tombant sous le coup de la théorie des droits acquis au nom de la sécurité juridique.

L'agrégé de droit et un des grands spécialistes des questions juridiques du Togo renvoie ainsi les politicards opposants à leurs chères études car indique-t-il, d'ailleurs, en plus de l'impossibilité de la rétroactivité de la loi constitutionnelle, " toute loi reste impersonnelle, sauf à innover en la matière ".

Vivement les opposants entendent pour une fois raison et que les réformes puissent arriver.

**Kpélafla Biva**

**Candidatures à la Présidentielle de 2015 : Les jeunes mettent la pression sur Faure Gnassingbé**

Dans moins de six (06) mois, les Togolais iront aux urnes pour élire leur nouveau président de la République pour les cinq (05) prochaines années.



Faure Gnassingbé

Pendant que dans les états majors de l'opposition tout le monde est agité avec des déclarations de candidatures tout azimuts, mais aussi, des déclarations tapageuses dénuées de tout fondement, le chef de l'Etat sortant, Faure E s s o z i m n a Gnassingbé, est plutôt serein et concentré sur les tâches régaliennes notamment celles qui concurrencent au bien être de ses concitoyens, étant entendu que son mandat court encore.

La dernière preuve est son abnégation qui l'a amené à obtenir et signer pour le financement d'une voie express Lomé-Cinkassé avec des réalisations socio-économiques dans les localités traversées.

Mais, le fait marquant de ces derniers temps, c'est que bien que son parti l'Union pour la République (UNIR) n'a pas encore désigné de candidat à cette élection et loin de la polémique politicienne sur la rétroactivité d'une loi qui n'existe même pas, des jeunes et femmes organisées en associations font monter la pression sur le président.

Pour eux, leur champion et candidat à cette joute électorale n'est personne d'autre que Faure Gnassingbé, qu'il le veuille ou non.

Après la Nouvelle Jeunesse en soutien au Président Faure (NJSPPF),

qui en fait un crédo, c'est la majorité silencieuse regroupant une dizaine d'associations qui à travers des universités dans plusieurs régions et préfectures qui se mobilise pour la réélection de leur leader.

A côté, les femmes membres des différents groupements à travers tout le pays n'en démentent pas, et exigent que Faure déclare rapidement sa candidature.

L'Association des Femmes FAT n'est pas du reste et, est même déjà en campagne dans les plateaux pour le compte du candidat du parti UNIR qui, selon elles, ne sera personne d'autre que le président Faure.

Comme on peut le constater aisément, pendant que l'opposition de déchire, s'embrouille et se confond, la sérénité est maître dans le camp au pouvoir ou l'unanimité est fait autour de la candidature de Faure Gnassingbé avant même que les instances du parti ne se réunissent.

Et dire qu'il y aura match, nous en doutons fortement.

**La Rédaction**

**Conclave CST / Arc-en-ciel :**

**AUCUN RÉSULTAT DEPUIS DEUX MOIS, RIEN QUE DES DOMMAGES COLLATÉRAUX**

Cela fait pratiquement deux mois que deux regroupements de l'opposition, notamment le Collectif Sauvons le Togo (CST) et la coalition Arc-en-ciel ont annoncé être en conclave pour soit dit mettre en commun une stratégie pour la présidentielle de 2015.

Mais depuis lors, aucune fumée blanche et rien que des dommages collatéraux.

D'abord, les leaders des deux regroupements se sont déchirés par médias interposés sur même l'ordre du jour du conclave.

Pour le CST, il s'agit de désigner un candidat unique de l'opposition pour la présidentielle de 2015, alors que Arc-en-ciel estime qu'il était question de définir des stratégies pour faire aboutir les réformes, notamment la limitation du mandat présidentielle et l'institution des deux tours.

Ainsi, le conclave a eu du mal à rentrer dans le vif du sujet jusqu'à ce que les premières rencontres ne fassent ressortir au grand jour les divisions internes de l'opposition.

Il a été, en effet, révélé des prises de bec à la limite physiques entre les deux bouillants des deux regroupements notamment Jean Kissi de Arc-en-ciel et Abass Kaboua du CST.

La mésentente était grande à telle enseigne que le Secrétaire général du CAR avait claqué la porte des discussions.

Un confrère en ligne s'interrogeait : "De quoi discutent le Collectif Sauvons le Togo et la coalition Arc-en-ciel au point de laisser le peuple togolais sur sa soif depuis bientôt deux mois ?"

A notre avis rien, il s'agit simplement d'une stratégie de communication pour une fois encore bernier le peuple. La preuve, aujourd'hui, est la mésentente criarde sur les membres de la CENI qui fait partie des conditions pour une élection équitable.

A contrario, cette prétendue assise

n'a eu que des dommages collatéraux avec la déliquescence ou la disloquations de la coalition Arc-en-ciel.

A partir d'une histoire de prétendant à la candidature unique de l'opposition qui montre un fois encore l'indignité, l'hypocrisie et les coups bas au sein de cette classe politique. La coalition Arc-en-ciel a volé en éclats.

Le MCD de Me Tchassona s'est mis en congés, le PDP de Kagbara fait bande à part alors que les autres se regardent en chiens de vaillance.

Même si le modérateur du concla-

ve, Dr William Kouessan, président du parti " Santé du peuple ", membre d'Arc-en-ciel se dit confiant, ses propres cachent mal le malaise.

" Vous aurez bientôt les résultats. Gardez votre mal en patience. Un conclave par définition ne doit laisser rien filtrer (...) Tous les partis sont vraiment disposés à voir les choses avancer, c'est le plus important " a-t-il déclaré chez un confrère en ligne.

Mais dit-on, rien de nouveau Quoi ?

**L'Eveil de la Nation**

**Processus électoral/CENI:**

**L'élection des membres bloquée à cause des mésententes au sein de l'opposition plus que jamais divisée**

**"23 CANDIDATS POUR 5 PLACES**

Pendant longtemps, l'opposition a crié sur tous les toits, comme quoi, le pouvoir refuse de mettre en place la nouvelle CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) dans la perspective de l'élection présidentielle de 2015, au point même pour jeter son dévolu sur le ministre Bawara et l'ancienne CENI qui reste en place jusqu'à la mise en place d'une nouvelle, selon les textes.

Malheureusement, pour ces messieurs, sur deux politiciens alimentaires, le mensonge se lève tôt, mais la vérité finit par le rattraper et le dépasser.

En effet, lorsque nous disions dans l'une de nos parutions que le retard pris dans la mise en place de la CENI était imputable à l'opposition les gens ne nous croyaient pas.

Aujourd'hui, les choses sont claires. Tout le monde le sait désormais, l'élection des membres de la CENI est bloquée à l'Assemblée à cause des mésententes internes à une opposition plus

que jamais divisée.

L'élection devrait avoir lieu avant même les vacances parlementaires, mais faute de candidats de l'opposition parlementaire, elle n'a pas pu avoir lieu. Le président de l'Assemblée nationale à dû, à l'époque, repousser la date limite du dépôt de candidatures.

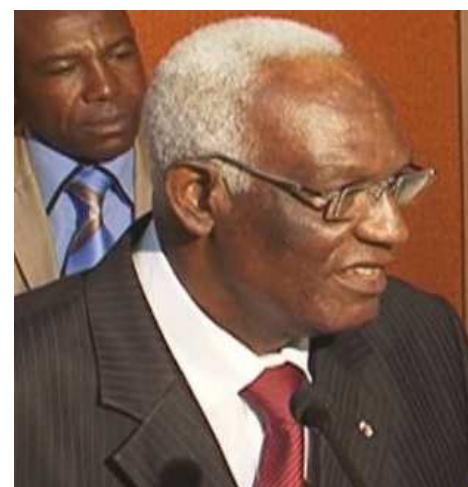
Ainsi, pour pouvoir élire les membres de la CENI et aussi 6 membres de la Cour constitutionnelle, une session extraordinaire est convoquée pour mardi dernier.

A l'entame, le président Dramani demande une concertation avec les groupes parlementaires.

Isabelle Amégavi de ANC-ADDI demande une suspension car l'opposition n'était pas prête, et pourtant, elle jaspait sur le pouvoir pour une soit disant mauvaise volonté.

24 heures sont accordées et les députés ont pris rendez-vous pour le mercredi 10 septembre.

Malheureusement, cette plénière n'a jamais eu lieu jusqu'à ce jour et on



Dama Dramani, Président de l'AN

l'annonce pour la semaine prochaine.

Mais, comment comprendre que pour 5 places à la CENI, l'opposition parlementaire présente 23 candidats (5 par ANC-ADDI, 5 par l'UFC, 5 par Sursaut, 5 par indépendant Djimon Oré et 3 par le PDP, sans compter les prétentions du CAR qui joue au malin.

Voilà la preuve par quatre qu'au Togo on n'est opposant que pour son ventre.

Ironie de l'histoire, c'est que ces

opposants se sont transportés dans la journée auprès du Premier Ministre pour qu'il les départage.

Voilà des gens qui passent leur temps à haranguer et duper le peuple alors qu'eux-mêmes sont incapables de manger.

Le code électoral dit que la CENI comprend 5 membres de la majorité parlementaire, 5 de l'opposition parlementaire, 3 de l'opposition extra-parlementaire, 3 de la société civile, élus par l'Assemblée nationale et un (1) représentant de l'administration.

A l'allure où vont les choses, c'est la majorité qui risque de partager le pain pour l'opposition.

Triste pour des assoiffés de pouvoir, incapables de s'entendre sur l'essentiel. Car, il est question, aujourd'hui, essentiellement de voir qui peut assumer à bon port la tâche de membre de la CENI.

The right man at the right place ", n'avez-vous pas l'habitude de le chanter ainsi ?

**LEN**

Interview de Constantin Amouzou, PDG de CECO GROUP :

**“Une autoroute qui traverse un pays ( ), c'est pour desservir les populations de toute la sous-région”**

**L'éveil de la nation :** Monsieur le PDG, vous êtes à la tête d'un groupe qui contient en son sein une entreprise de construction bâtiments, travaux publics, vous venez de participer à la conférence Internationale des investisseurs à Dubaï et le Togo vient d'obtenir un financement pour la construction d'une autoroute qui part de Lomé à Cinkassé, quelles sont les sentiments qui vous animent en ce moment ?



Amouzou Constantin, PDG du Groupe CECO - BTP

**Constantin Amouzou :** Le premier sentiment c'est un sentiment de joie, parce qu'obtenir cette intention de financer est déjà un pas très important qui prouve que ce genre de projet ne laisse indifférents, les grands acteurs mondiaux du développement et nous en tant qu'acteurs privés, c'est un signe d'espoir qui nous permet de nous préparer à participer dans la phase opérationnelle de ce grand projet.

C'est un projet intégrateur, une autoroute qui traverse un pays, ce n'est pas seulement pour ce pays, c'est pour desservir les populations de toute la sous-région. Donc, nous ne pourrions pas nous réjouir d'un tel accord et espérer que nous serons associés au moment venu à la mise en œuvre d'un tel projet.

**LEN :** Peut-on avoir une idée de ce que vous avez pu faire ici durant cette journée? Parce qu'on vous a vu discuter avec des opérateurs économiques.

**C.A. :** Nous avons discuté pendant longtemps avec les partenaires financiers et des partenaires techniques, nous avons discuté avec des collègues entreprises ici, nous avons pu échanger, prendre des contacts, esquisser des memorandum of understanding les MOU avec quelques partenaires ici, et nous pensons que les discussions vont se poursuivre dans les jours à venir pour rendre plus concrets, les intentions et les engagements qui sont pris ici avec des partenaires privés

**LEN :** Multiplier ces genres de rencontres qu'est ce que cela peut apporter à nos pays ?

**C.A. :** Multiplier ce genre de rencontres permet de suivre les dossiers déjà engagés. quand on se contente d'une rencontre comme ça, une fois en passant, on dilue les accords de succès des pré-accords qu'on aurait eu lors des rencontres comme celle là. Donc quand on les multiplie, ça permet de mieux suivre les dossiers, ça permet de diversifier nos contacts, ça permet de dire qu'on est sérieux quand on s'engage à faire quelque chose.

**LEN :** Comme le projet PER visé 2012-2016 est ce que d'ici deux ans, tout ce qui a été signé ici peut être réalisé dans le délai dans les différents pays ?

**C.A. :** Tout ce qui a été signé c'est trop dire, vous voyez, les partenaires en développement, les partenaires financiers, les partenaires économiques, quand vous exposez un projet, ça dépend de la phase où se trouve le projet lors de la présentation.

Si c'est une étude de faisabilité quasiment complète, quand on signe on sait presque tout ce qu'on a signé mais quand c'est des idées de projets, dont l'identification n'est pas complète comme il s'en trouve dans le dossier, une fois qu'on va s'engager notamment dans l'approfondissement des études,

il peut y arriver qu'on revoit un peu le modèle de partenariat, qu'on réviser un peu le montant des engagements, il arrive même qu'on se rétracte parce que vous n'avez pas étudié tous les tenants et les aboutissants du projet, donc on ne peut pas dire que d'ici

deux ans, tout ce qui a été pris comme engagement serait passé dans les faits.

**LEN :** Vous êtes à Dubaï en ce moment sûrement que ce n'est pas votre premier séjour, vous voyez comment la ville est construite, il paraît qu'il y a dix ans tout ce que nous voyons ici n'existait pas. Quel est votre rêve pour votre pays ?

**C.A. :** Vous avez entendu l'Emir parler, il a dit que lorsque le projet Dubaï était lancé, après unification des royaumes, les gens n'en croyaient pas mais il a fallu une seule chose, une vision et une volonté.

Il avait la vision, il avait la volonté, et puis finalement les acteurs l'ont suivi. C'est le conseil qu'il a donné aux décideurs africains qui sont ici et beaucoup en ont pris acte. Nous en tant qu'opérateur économique, nous sommes là pour accompagner les décideurs dans leur rêve, dans leur vision, dans leurs volontés de faire des choses pour leurs

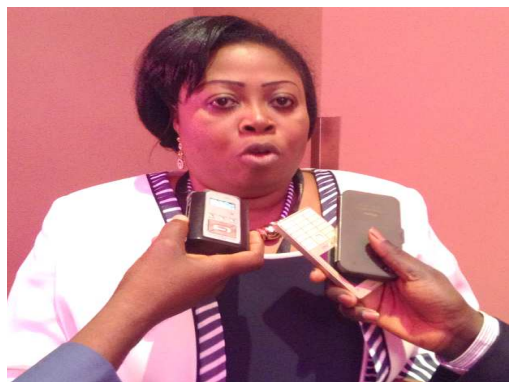
pays.

**LEN C'est en sorte cette réalisation qui se transpose au niveau du projet Togo vision 2030 ?**

**C.A. :** Voilà, Togo vision 2030, c'est une matérialisation, c'est une systématisation d'une vision qui est celle des premières autorités de notre pays, donc ils essayent de structurer cette vision et d'étudier la faisabilité de la vision.

Donc nous en tant qu'opérateur économique, nous sommes très attentifs à tout ce qui se réfléchit, à tout ce qui se pense, à tout ce qui se projette parce qu'on doit se tenir prêts et même parfois, nous sommes sollicités pour enrichir le débat en terme de choix stratégique parce que nous sommes des praticiens du développement donc de temps en temps notre point de vue peut être sollicité pour enrichir le débat ou pour recadrer certains aspects de la vision des décideurs économiques.

**Honorable Bakali Lobaté**



L'Honorable Bakali Lobaté, membre des Députés de l'UEMOA

**Honorable Bakali :** Merci beaucoup pour l'opportunité que vous me donnez de pouvoir m'exprimer depuis Dubaï. En tant que Député, c'est une joie qui m'anime puisque je représente le peuple.

Vous-même vous savez que moi je suis jusqu'à Dapaong et traverser Lomé jusqu'à cette ville de Dapaong, ça sera une immense joie pour la population lorsqu'elle apprendra qu'il y a un pareil projet qui a reçu un investissement. Ce qui m'a beaucoup plu, c'est l'engagement des Chefs d'Etat de l'UEMOA qui sont restés du matin jusqu'à cette nuit pour pouvoir assister à " Investir dans l'UEMOA ".

**LEN :** Donc on peut dire que le Togo a ratissé large au cours de cette réunion ?

**Honorable Bakali :** Ah oui le Togo a ratissé large parce que, de Lomé à Dapaong, cela fait plus de 600 km et vous savez, il n'y a pas eu que le financement de la route. Il y a aussi eu le financement de l'agriculture, et le Togo s'en est sorti haut les mains au cours de cette conférence.

**LEN :** Vous êtes député et les questions ont plus tourné sur la sécurité des investissements. Pouvez vous rassurer que cette sécurité est garantie ?

**Honorable Bakali :** Cette sécurité est garantie aux investisseurs parce que c'est les Chefs d'Etat eux-mêmes qui ont dit que les portes sont ouvertes et qu'ils vont accorder beaucoup de facilités aux investisseurs qui viendront investir dans notre pays.

Interview Adji Otèth Ayassor :

**"Il est question de dédoubler l'actuelle route Lomé-Cinkassé pour en faire une autoroute"**

Le 9 septembre dernier, les huit (8) pays de l'Union économique Ouest africain (Umoa) étaient à Dubaï aux Emirats Arabes Unis (EAU) dans le cadre de la Conférence internationale des investisseurs. Une rencontre qui a permis au Togo, au Bénin, au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, à la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau de récolter la somme de 10 mille milliards de F CFA pour la réalisation de leurs projets de développement. Le Togo qui a pris part à ce sommet Uemoa-EAU a arraché un " accord " de financement de son projet " d'autoroute du nord " qui a un coût total de 1300 milliards de F CFA.

En marge de cette rencontre, l'Agence Afreepress a tendu son micro à une série de personnalités membres de la délégation togolaise qui était présente à Dubaï. Adji Otèth Ayassor, ministre de l'Economie et des Finances explique dans l'entretien à suivre le sens de ce sommet et les objectifs qui lui sont assignés. Il explique également en quoi consiste ce projet d'autoroute du nord et ses chances de réalisation. Lire l'entretien.

**Bonjour M. Adji Otèth Ayassor. Les 8 pays de l'Uemoa sont aux Emirats Arabes Unis. Pouvez-vous nous dire dans quel cadre cette rencontre est organisée ?**

Nous sommes ici dans le cadre de la campagne de promotion des investissements dans l'espace Uemoa. Des projets ont été présentés à nos hôtes dans plusieurs domaines tels que les infrastructures, les transports, l'énergie, les routes, les chemins de fer. En plus de ces projets fédérateurs pour toute la sous-région, certains pays ont eu leurs propres projets dans les mêmes domaines. Le Togo a particulièrement des projets qui touchent ces secteurs que j'ai cités.

Nous voulons augmenter les capacités de notre port de pêche et le port minéralier, nous voulons développer une centrale thermique au charbon



Signature du contrat par le Ministre Ayassor

sans oublier le développement du secteur minier.

Vous savez que nous avons du fer dans la région de Bassar, il y a du manganèse au Togo ! Nous voulons avoir des investissements pour développer le secteur minier. Vous connais-

sez déjà la situation des phosphates dans notre pays surtout en ce qui concerne le phosphate carbonaté pour lequel nous sommes en train de mettre en place des usines pour la fabrication d'engrais.

Tout ceci constitue un ensemble de projets pour lesquels nous recherchons des financements. Mais nos ressources au plan national sont limitées. Raison pour laquelle nous avons dans le cadre de l'Uemoa, lancé cette campagne pour faire la promotion des investissements.

**Spécifiquement pour le Togo, combien tous ces projets vont coûter ?**

Adji Otèth Ayassor : Il y a un projet phare qui consiste dans le dédoublement de la route qui va de Lomé à Cinkassé. Ce sera en quelque sorte une autoroute qui va nous coûter autour de 1300 milliards. C'est une autoroute qui servira de corridor ou de fenêtre sur les pays sahéliers grâce à notre port qui renforce également ses capacités. Vous savez très bien que notre 3ème quai qui a été financé par Bolloré est pratiquement prêt pour être opérationnel.

Nous avons aussi le port à containers qui sera opérationnel déjà en octobre prochain et vous connaissez leurs capacités surtout celle du port à containers ? Il va nous permettre de traiter par an, près de 2500 tonnes de marchandises.

Il est question de dédoubler l'actuelle route Lomé-Cinkassé pour en faire une autoroute. C'est trop tôt pour en parler mais sachez tout simplement qu'il y a eu des intentions de participation à la réalisation de cette route-là.

**Mais vous venez de parapher un document de financement de ce projet!**

Adji Otèth Ayassor : Les signatures que nous venons de faire ont été faites dans le cadre de la campagne de promotion des investissements dans l'espace Uemoa. L'ensemble des projets présentés s'élèvent à un montant de 19 milliards de dollars US ce qui fait environ 10 mille milliards de F CFA. Ces financements iront prioritairement aux infrastructures économiques comme des chemins de fer et les transports.

En dehors de ce financement, les différents pays ont engagé sur une base bilatérale des discussions avec les investisseurs qui sont intéressés par la réalisation d'autres projets dans nos pays. Donc dans ce cadre le Chef de l'Etat a reçu des investisseurs qui sont intéressés par les infrastructures énergétiques, les transports, le chemin de fer et les routes.

Nous allons donc poursuivre les discussions parce qu'il y a encore des investisseurs qui souhaiteraient échanger avec nous sur les opportunités que le Togo a, à offrir.

Source : @Afreepress

**LA CEET ENGAGÉE POUR LA MODERNISATION DU TOGO :**

**Le DG Djétéli dévoile les actions stratégiques de consolidation du développement énergétique**

Au cours d'un échange à bâton rompu avec des responsables de la presse écrite le mercredi 10 septembre au siège de la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) à Lomé, le Directeur général, M. Gnadé Djétéli, a présenté les différentes actions stratégiques et projets prioritaires pour le développement énergétique au Togo.

Cette rencontre a permis aux journalistes de s'informer davantage sur les efforts réels déployés par la CEET, ses partenaires financiers et techniques et particulièrement M. Djétéli.

Concernant le plan des actions stratégiques, le directeur général a indiqué que les préoccupations portent sur notamment, la continuité de la fourniture de l'énergie électrique ; le renforcement du réseau électrique pour améliorer la qualité de l'énergie électrique distribuée, l'extension du réseau électrique pour rendre accessible l'énergie électrique à la population, la diversification des sources d'é-



Vue partielle de l'assistance lors de la rencontre avec la presse

nergies, spécialement les énergies renouvelables, la réduction du coût de l'électricité pour les ménages.

En vue de rendre accessible l'électricité à la population, le DG Djétéli a fait savoir que de multiples projets dont le coût global est de 73 735 000 000 F CFA seront réalisés. Ces projets sont relatifs aux projets d'électrifica-

tion rurale composé de deux phases, aux projets d'électrification rurale transfrontalière, les projets de renforcement et de construction des alimentations en énergie électrique du Togo (volet distribution) ; aux projets de renforcement de la capacité de distribution de l'énergie électrique dans les grandes villes de l'intérieur ; aux pro-

jets de mise à jour de la cartographie et des infrastructures de la CEET, à l'étude d'impact environnemental et social de faisabilité d'une Centrale thermique à charbon de 240 Mégawatts, aux Projets Énergies renouvelables ; au projet de renforcement et d'extension des départs des postes sources.

M. Djétéli a signalé que les sociétés de distribution sont confrontées aux difficultés liées à la production d'électricité en quantité et en qualité suffisante pour la population. " C'est ainsi que dans certains pays comme le Ghana on constate des délestages cependant, selon la volonté du Chef de l'Etat, Faure Essozima Gnassingbé, qui voudrait que le citoyens soient servis à moindre frais, nous déployons des efforts énormes avec nos partenaires pour éviter le délestage ", a-t-il poursuivi.

Selon lui, la continuité de la fourniture de l'énergie électrique est un effort pour palier au délestage incessant que connaissent certains pays voisins. " Il n'y a pas de développement

sans énergie " a déclaré M. Djétéli.

Le DG a indiqué que les problèmes de recouvrement constituent l'un des défis majeurs, surtout à l'égard de l'administration centrale de l'Etat et la TDE. Il a aussi expliqué, concernant les toiles d'araignée, qu'un projet chinois nommé " TBEA " est en cours en vue de lutter contre le problème des " toiles d'araignée "

Il a ensuite ajouté que cette année, la puissance demandée par l'ensemble de nos consommateurs est de 145 MW en moyenne avec des pointes allant jusqu'à 160 MW ; la disponibilité auprès de leurs fournisseurs est d'environ 110 MW avec un déficit compris entre 10 et 50 MW. Il a affirmé que le Chef de l'Etat a mis à la disposition de la CEET, la centrale de Contour Global avec une capacité de 100 MW, ainsi que celle de Lomé B avec 10 MW.

Rappelons que parmi les partenaires de la CEET, on retrouve, entre autres, La BIDC, l'UEMOA, la BID, L'EXIM BANK INDE.

Armand

**ORGANISATION DU HADJ A LA MECQUE :**

**70 PÈLERINS DE L'AGENCE SIERI TRAVEL SERVICE D'EL HADJ TEOURI EN ATTENTE DE LEURS PASSEPORTS**

L'heure est encore venue aux musulmans du monde entier de s'acquiescer de leur cinquième pilier qui s'explique par le pèlerinage à la Mecque. Au Togo, les différentes agences de voyage ont déjà commencé à prendre leurs dispositions pour que leurs pèlerins puissent effectuer le déplacement jugé plus que nécessaire sur les lieux saints de l'islam. Mais, il faut reconnaître que certains responsables d'agence de voyage, pour l'organisation du hadj dans notre pays, sont confrontés à des difficultés. Lesquelles difficultés les empêchent de satisfaire leurs clients dans l'établissement des documents pour le voyage. C'est donc le cas de ces 70 pèlerins de SIERI Tavel service de M. Baba Téouri, pourtant reconnue comme l'une des plus expérimentées dans le domaine, car étant la toute première à se mettre en activité au Togo. Le responsable de L'Agence a donc, lors d'un point de presse, le samedi dernier, touché du doigt, le véritable problème d'une affaire qui empoisonne la vie à groupe de 70 pèlerins.

Cette explication avec la presse, était l'occasion pour le responsable de l'agence SIERI de tirer la sonnette d'alarme sur ce qui constitue, selon lui, un blocage de procédure dans l'établissement des documents officiels de voyage. Ceci est dû à la pression exercée par un groupe de personnes.

Pour lui, l'objectif poursuivit, à travers ce point de presse, est de permettre aux véritables autorités compétentes dans l'organisation du pèlerinage d'avoir une idée précise sur l'affaire de ces pèlerins toujours en attentes de leurs passeports.

Les Agences de voyage, à un moment donné qui, étaient recensés aux nombre de 4, atteignent plus

d'une vingtaine aujourd'hui. Pour El Hadj Téouri, le problème ne situe pas au niveau de l'effectif de ces agences. Mai, le fait que d'autres personnalités passent outre les décisions officielles pour imposer leur ordres, gêne le travail des spécialistes à satisfaire leurs clients.

Depuis son retour dans l'organisation du pèlerinage, après la suspension de ces activités due à ces mêmes genres de pressions auxquelles il assiste aujourd'hui, le Directeur veut, cette fois-ci, épargner à ces pèlerins les problèmes de retards de vols, de remboursement de billet. Il est donc clair que les décisions officielles, provenant de la Commission Nationale du Hadj, sont détournées par d'autres personnalités, en commun accord avec d'autres agences de la place. Pour cette année 2014, selon toujours El Hadj Téouri, pour le voyage à la Mecque, au niveau de son agence, de 250 pèlerins au départ, il est obligé de travailler avec 105 personnes qu'il doit convoier en Arabie Saoudite.

Mais, le problème reste délicat, car, seulement 35 personnes sont prêtes pour le voyage. 70 autres personnes sont encore en attente de leur passeport, document officiel sans lequel, le déplacement sera impossi-



El Hadj Téouri, Directeur de SIERI

ble. Il faut donc que l'opinion publique sache que cette prolifération des agences de voyage pour le pèlerinage ne profite qu'à quelques groupes de personnes qui se soucient peu de tous ces pèlerins, parmi lesquels certains ont cotisé durant toute leur vie. La condition imposée à l'Agence SIERI actuellement est de s'associer à une autre agence, qui est ENAVOTH, dont cette première ignore les rouages.

M. Téouri, malgré tout, assure qu'il reste confiant par rapport à la suite de l'affaire, d'autant plus que les autorités compétentes n'ont pas encore dit leurs derniers mots. Il s'agit de la décision finale des membres de la Commission Nationale du Hadj dont les Ministres BAwara et Yark.

Rappelons que le premier vol des pèlerins togolais est prévu pour le mercredi passé dans l'après midi.

Falana Moudjib (Stagiaire)

**Préparatifs du Hadj 2014 au Togo : Des kits de voyage offerts par Togo cellulaire aux 1650 pèlerins en partance pour l'Arabie Saoudite**

Le directeur général de Togo cellulaire, M. Atcha-Dédji a symboliquement remis un lot de kits de voyage du pèlerin au représentant du comité d'organisation du Hadj, Col. Yark Damehane, ministre de la Sécurité et de la protection civile le mardi 9 septembre à Lomé. C'était au cours d'une cérémonie solennelle qui s'est tenue à la direction générale de la société Togo cellulaire.

fier les pèlerins togolais afin qu'ils ne se perdent pas dans la multitude des pèlerins venus de part le monde et qui sont estimés à environ 3 millions de personnes. Il a demandé aux pèlerins de prier pour la société Togo cellulaire une fois sur le lieu saint.

Il a saisi l'occasion pour expliquer et dissiper l'inquiétude de la situation conflictuelle qu'a soulevée l'une des



Remise symbolique des kits

Composé de 1100 parapluies, de 350 sacs de voyage, 1100 Sacoches, de 1100 porte-badges et de 1000 kits libérés ce don servira à faciliter le voyage des pèlerins.

Selon le directeur général de Togo cellulaire, M. Atcha-Dédji Affoh, ces kits de communication permettront de rendre possible le contact permanent entre les familles des pèlerins restés au pays et eux. Il servira également à réduire les dépenses de communication des pèlerins et offre une occasion à Togo cellulaire de promouvoir ses produits à l'extérieur du pays.

Le ministre de la Sécurité et de la protection civile, Col. Yark Damehane, a remercié Togo cellulaire et souligné que ce n'est pas la première fois que cette société les accompagne. Il a fait savoir que l'image du drapeau togolais sur la sacoches permettra d'identi-

agences organisatrices du Hadj sur l'une des radios de la place. Selon lui, 1125 places sont accordées au Togo et à une réunion le prix de participation est fixé. Comme l'année passée, c'est à 1 850 000 F CFA. Il y a un regroupement des agences du nom d'ENAVOT.

Lorsque les travaux sont lancés une fois qu'une agence vient payer pour un nombre de participants, il prend le même nombre de cartons pour l'établissement des passeports pour les pèlerins. Le ministre a souligné que le responsable d'agence en question est allé voir le président du Hadj qui a demandé qu'on lui donne autant de cartons que de pèlerins qu'il a, mais il n'a versé que pour 33 participants et on lui a donné 33 cartons.

Selon le ministre Yark, ce responsable d'agence aurait gardé les frais de participation des autres qui se voient privés de faire ce voyage et qu'il doit des explications aux pèlerins concernés.

Rappelons que le Hadj est l'un des 5 piliers de l'islam et l'un des devoirs sacrés du musulman.

Armand

## FOOTBALL TOGOLAIS :

# Où se situe exactement le problème ?

Le problème devient récurrent. Il s'agit des dysfonctionnements dans la gestion de notre football qui ont rejilli sur le match du mercredi dernier. Cette défaite contre les black stars vient confirmer cet amateurisme auquel se livrent les dirigeants du football togolais depuis leur prise de fonction.

Il y a quelques jours, après leur retour du Maroc, l'on pensait que la défaite contre la Guinée était un faux pas. Il faut plutôt reconnaître que fondamentalement, il s'agit d'un manque crucial d'assiduité au travail. Le public sportif togolais, malgré la cherté des billets d'entrée au stade pour suivre le match, s'est une fois encore montré patriote en se mobilisant massivement. Il a affiché une fidélité sans réserve dans la mesure où, il s'agit de l'équipe nationale, c'est-à-dire nos " EPERVIERS ". Mais hélas ! Le résultat n'a été qu'une abdication des joueurs togolais, face à une équipe Ghanéenne qui a l'expérience des grands rendez-vous sportifs.

Où se situe exactement le problème du football togolais ?

A l'heure actuelle, une chose est sûre, il y a en qui se remplissent bien les poches. C'est devenu une histoire de marché pour les uns, et une fuite de responsabilité pour les autres. Tous ne veulent avoir que pour leur compte. Il y en a aussi qui sont dans l'ombre après avoir fait leurs preuves et qui tirent les ficelles dans l'intention d'empêcher leur successeurs de bien accomplir leur mission.

Pour le match du mercredi passé, l'on se demande si l'instance dirigeante du football a été vraiment aux côtés des joueurs lors des préparatifs. Elle semble donner l'impression d'avoir jeté l'éponge avant même la fin de son mandat.

Qu'est-ce qui se fait au juste au niveau des dirigeants ? La question reste posée. Dans tous les cas, pas grandes choses si ce n'est du déjà vu. Nous n'avons plus envie de revenir sur l'inorganisation, avec des scènes où nos joueurs se retrouvent laissés à leur sort dans différents aéroports de la planète terre. Tantôt, c'est des problèmes de décalage horaire à

l'arrivée des vols, tantôt des bus en panne, etc....

Il est clair que ces dysfonctionnements rejallissent sur la prestation des joueurs, même s'il faut reconnaître que les joueurs ont aussi leur part de responsabilité dans l'échec que connaît le football togolais.

L'on a remarqué des joueurs togolais qui semblent être lestés lors de ce duel contre le Ghana. Un match que les togolais auront du mal à oublier. Durant cette rencontre, l'on se demandait si, véritablement, ces joueurs étaient réellement des professionnels. Des joueurs qui, à un moment donné, au lieu de se remettre en cause, laisse libre court à l'énerverment. Pas de rigueur tactique de la part de l'entraîneur. Une direction technique qui semble ne même pas exister. On rassemble juste quelques personnes à la dernière minute et on pense que le problème est réglé. Aujourd'hui, on va faire croire à l'opinion que la solution, c'est qu'on fasse un bilan pour ce football. Alors que depuis le " feuilleton Wangen ", des bilans, ils en ont tellement fait. Sauf si, cette fois-ci, on

pense à une conférence nationale souveraine version football.

Est-ce vraiment difficile à réaliser ?

Peut-être, sauf si c'est le chef de l'Etat lui-même qui l'initie. Mais pour l'heure, il faut que tous ceux qui ont déjà participé à la gestion de ce football ne reviennent plus semer du trouble. Ce qui serait une démonstration de leur désamour pour le pays. Les principaux acteurs du football togolais, se prennent tellement pour des connaisseurs au point où, ils rejettent toutes les critiques, même les plus constructives.

Le football togolais a besoin d'un renouveau, une gestion scientifiquement établie, qui se résume à un objectif à atteindre à moyen ou à long termes, tout en se donnant des moyens adaptés. On n'aura plus besoin de sauveur ou de messie, mais



Gabriel M. Ameyi, président de la FTF

d'un planning bien défini à l'avance, pour qu'on sache là où on va effectivement. L'actualité aujourd'hui au Togo est la " vision Togo 2030 ", l'on se demande si ces dirigeants pensent effectivement à notre football dans 15 ans.

Falana Moudjib (Stagiaire)

## Démocratie au Togo et en France :

# Jean KISSI se mue en constitutionnaliste

Principe fondamental dans un système démocratique, la séparation des pouvoirs selon la théorie de Montesquieu semble ne pas être à l'ordre du jour au Togo. En effet, selon la théorie politique de Montesquieu, il faut que par la force des choses le pouvoir arrête le pouvoir. D'où, la distinction des trois pouvoirs politiques (exécutif, législatif et judiciaire) détenus par différentes entités qui l'exerce dans l'intérêt du peuple. Autrement, lorsque les trois pouvoirs se concentrent dans les mains du prince, il devient un despote.

Cependant, au Togo comme en France, la séparation des pouvoirs n'est pas une évidence. Du moins, c'est ce qu'a fait remarquer, Jean KISSI, Secrétaire général du Comité

d'Action pour le Renouveau (CAR), membre de la Coalition Arc-en-ciel (AEC), invité de l'émission 7 sur 7 le dimanche dernier sur la TV7.

Jean Kissi n'a pas manqué de mots pour fustiger plusieurs actions posées par le gouvernement togolais.

Interrogé sur le fonctionnement de la justice togolaise et précisément sur sa perception de la saisine de la Cour de justice de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par les avocats de Kpatcha Gnassingbé et de Pascal Bodjona, le jeune député de la Nation a vivement dénoncé les maux dont souffre la justice togolaise dans son fonctionnement, notamment la corruption et la mise sous ordre de certains juges malgré le



Jean Kissi

vaste programme de réformes financé par les partenaires internationaux.

Il a indiqué que la justice est aujourd'hui une arme au service du régime en place pour neutraliser les

opposants ou les dissidents du parti au pouvoir. Selon lui, l'affaire dite d'escroquerie internationale est plus une affaire de nature politique qu'un fait réel devant la justice. Il souligné que cette affaire, entre autres, qui a commencé avec le statut de témoin de l'ancien ministre, Pascal Bodjona, au statut d'accusé avec aussi la non conformité des procédures judiciaires sont de nature à soulever des inquiétudes sur la crédibilité de dans le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM).

" Dans une démocratie naissante, on ne peut pas avoir comme président du Conseil Supérieur de la Magistrature, le Chef de l'exécutif. En France cela se fait mais la France est une vieille démocratie ", a-t-il affirmé avant de rebondir pour souligner que : " Je crois que la France n'est pas un model à suivre en matière de séparation des pouvoirs "

Au Togo, le Chef de l'Etat est le président du CSM. " Ou se trouve le principe de la séparation des pouvoirs quand le chef de l'exécutif est le chef du Judiciaire ? ", s'interroge-t-il. Jean KISSI pense qu'il s'agit, en d'autres termes, d'un contrôle ou d'une mise sous ordre de la justice par l'exécutif. Le Secrétaire général du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) propose, pour corriger ce problème que le président

du CSM soit élu parmi les juges du Conseil et qui à la limite, le président du Cour Suprême soit nommé vice président.

Sur la question de la mise en place et du fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), il précise que le code électoral en son article 252 qui donne le pouvoir au gouvernement de saisir le président de l'assemblée Nationale pour lui demander de recomposer la CENI, consacre la responsabilité du gouvernement pour de l'installation d'une nouvelle CENI.

Pour lui, l'article 19 ne donne pas mandat aux membres de la CENI de poser des actes dans le cadre de l'organisation des élections présidentielle de 2015.

L'actuel Secrétaire général de la Coalition Arc-en-ciel (AEC) ne supporte pas l'idée d'un partage des sièges des représentants de l'opposition à la CENI avec l'Union des Forces de Changement (UFC). " On ne peut pas être du gouvernement et prétendre partager le quota des sièges de l'opposition à la CENI ", a-t-il insinué pour souligner le cas l'Union des Forces de Changement (UFC), parti membre du gouvernement avec quatre portefeuilles ministériels et revendiquant le statut de l'opposition.

Armand



Togotelecom

### COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'A PARTIR DE CE JOUR, LES ESPACES TELECOM PORT, ASSIVITO, AGOE ET KARA RESTENT OUVERTS A LA CLIENTELE DE 12H A 14H 30MN DU LUNDI AU VENDREDI ET DE 08H A 13H LES SAMEDIS.

TOGO TELECOM REMERCIE SON AIMABLE CLIENTELE POUR SA DISPONIBILITE ET SA CONFIANCE.

LA DIRECTION GENERALE

Pour vos annonces, publicités, reportages et communiqués contactez le 22 46 57 87/ 90 03 17 74

# La Conférence internationale des Investisseurs à Dubaï en images



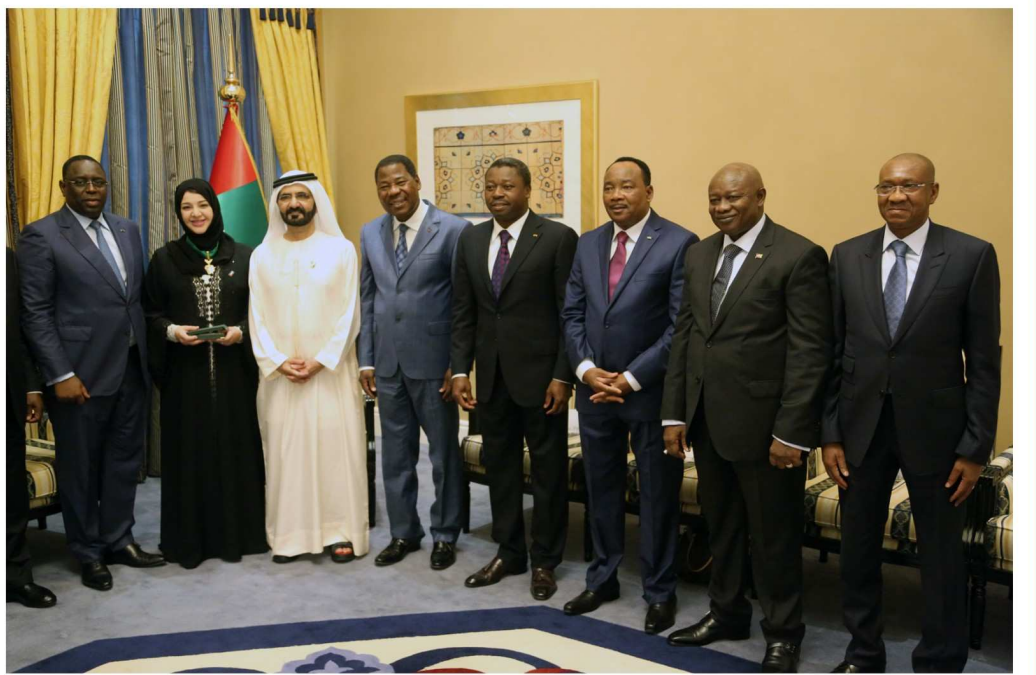
*Les chefs d'Etats des pays de l'UEMOA*



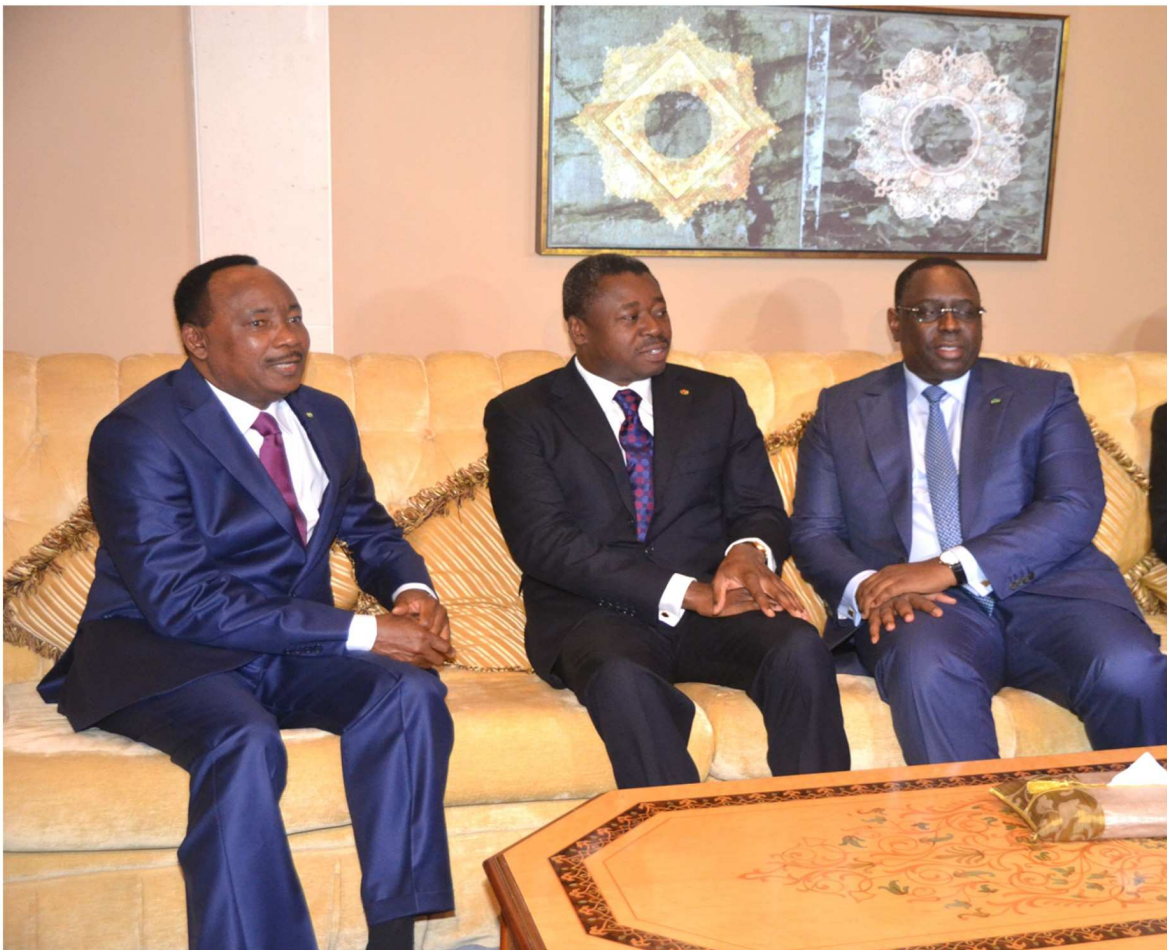
*Les présidents des pays de l'UEMOA et les Officiels des Emirats*



*Vue partielle des Présidents faisant leur entrée en salle*



*Photo avec le Vice-Président des Emirats, Emir de Duba*



*Tête-à-tête entre les Présidents Issifou, Faure et Sall*



*L'Ambassadeur Ouro-Sama Mohamed Saad échangeant avec le PDG de Etisalat*

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

**L'ÉVEIL**  
de la nation

**Siège :** Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen  
Tél: (00228) 22 32 85 95  
**Directeur de Publication:**  
**Sama T. DJOBO**  
(00228) .90 03 17 74  
.98 62 72 72

**Rédaction:**  
Biva KPELAFIA,  
Sam DJOBO,  
Armand Attisso  
Moudjib Falana (Stagiaire)

**Secrétariat :**  
AGBERE Takira

**Imprimerie:**  
La Colombe  
**Tirage :**  
2.500 exemplaires